



"Est-ce aux Français de payer l'inflation pendant que les profits des multinationales explosent?"

L'économiste Gilles Raveaud a répondu aux questions de QG sur les conséquences des sanctions économiques prises contre la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine, et sur les scénarios qui se profilent désormais pour les ménages français. Rien de quoi être très optimiste, alors que notre classe dirigeante creuse le déficit public sans demander de contrepartie aux entreprises, et que la catastrophe climatique se voit toujours l'objet d'un déni collectif majeur



Les sanctions économiques prises à l'égard de la Russie suite à l'intervention militaire russe en Ukraine sont lourdes et uniques en leur genre: réduction de l'accès aux marchés européens des capitaux, gel d'avoirs, exclusion de systèmes bancaires tels que Swift. Mais les effets négatifs que celles-ci vont engendrer, sur l'économie russe et sur la nôtre, ne risquent-ils pas de générer une crise dans l'Union européenne, déjà marquée par une spirale inflationniste ? C'est une des questions auxquelles l'économiste Gilles Raveaud a répondu pour QG. Interview par Jonathan Baudoin





Gilles Raveaud est économiste, maître de conférences à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Il est notamment l'auteur d'"Économie : on n'a pas tout essayé" (Seuil, 2018)

QG: Depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, les prix des matières premières, notamment dans le domaine de l'énergie (pétrole, gaz) ont fortement augmenté. Peut-on dire que l'inflation, observée ces derniers mois dans l'Union européenne, va s'intensifier ?

Gilles Raveaud : C'est une certitude. Si on parle autant du prix de l'énergie, c'est qu'on le voit tous à travers le plein de carburant. Mais l'énergie, de façon beaucoup plus importante pour l'économie, est au cœur de la production des entreprises, qui ont besoin d'énergie pour faire tourner leurs fours, faire circuler leurs camions, etc. On va avoir un phénomène en cascade où la hausse des coûts de production pour les entreprises va se répercuter sur les prix de vente. C'est là que les citoyens, les gens ordinaires, vont voir leurs factures augmenter. Mais attention, quand on parle d'inflation, il y a un discours qui donne l'impression qu'il n'y a que des perdants. Or il faut toujours se demander qui augmente ces prix et pourquoi. Et dans une situation défavorable, où c'est le prix des fournisseurs d'énergie qui augmente, et que ces fournisseurs sont majoritairement étrangers, il y a un prélèvement sur l'économie française qui est, malheureusement, une perte pour l'ensemble de la société.

QG : Est-ce qu'un scénario de stagflation [stagnation de l'activité économique et inflation, NDLR], tel que connurent les économies occidentales dans les années 1970, peut refaire surface selon vous ? Si oui, quelles en seraient les conséquences économiques et sociales ?

La stagflation est la contraction de deux mots, la stagnation économique et l'inflation. C'est un terme en partie trompeur. Il intervient après le premier choc pétrolier de 1973, qui est la première crise écologique du monde occidental. À l'école, dans mes cours, on ne me l'a jamais présenté ainsi. Le choc pétrolier de 1973 est un choc avec des raisons géopolitiques, mais on se rend compte qu'une ressource naturelle qui est à la base de tout, lorsque son prix est multiplié par quatre par les producteurs, peut perturber toute l'économie française. On peut voir sur le site de l'INA toutes les archives sur « la chasse au gaspi ». C'est le moment où le monde occidental découvre que l'énergie coûte cher.



Malheureusement, cette leçon, qui était très bien comprise à ce moment-là, a été oubliée depuis.

L'idée de stagflation est trompeuse parce qu'il y a de la croissance économique dans les années 70. Il y a une récession uniquement en 73. Mais la croissance économique continue à être forte dans les années 70, même si c'est moins que dans les années 1960, où la croissance était particulièrement soutenue en France. Les gens ne le savent pas mais les deux pays qui ont la plus forte croissance au monde dans les années 60 sont le Japon et la France. La croissance française dans les années 60 est absolument stupéfiante, en raison d'un phénomène de rattrapage vis-à-vis des économies les plus avancées comme les États-Unis. Ce souvenir des années 60, l'accès aux loisirs, à la voiture, aux vacances, à l'équipement de la maison est très présent dans l'imaginaire français parce que la vie a changé pour toutes sortes de gens d'une façon phénoménale. Pour revenir à la période actuelle, il se trouve que depuis plusieurs décennies, la croissance par habitant, celle qui compte, est très faible, voire proche de zéro. Sachons que nous allons avoir cette forte hausse de l'inflation, il faudrait arriver à un débat qui est celui du partage des coûts de l'inflation. Est-ce que les ménages doivent être les seuls à en supporter les coûts ? L'État peut-il se contenter de faire des chèques, dans une logique électoraliste, comme le fait actuellement le ministre Bruno Le Maire, avec le gel du prix de l'électricité, du gaz, l'indemnité inflation pour les ménages? On achète la paix sociale, la réélection d'Emmanuel Macron, avec de l'argent public, sans rien demander comme effort aux entreprises alors que Total notamment a fait 16 milliards de dollars de profits en 2021 ! Il n'y a aucun débat qui s'installe, malgré l'élection présidentielle, sur le partage des coûts de l'inflation.



Publicité Renault des années 1960. Une période de faste pour l'économie française, caractérisée par un changement profond des modes de consommation, dû à des gains de productivité massifs



QG : Est-ce que la dédollarisation de l'économie russe, en cours ces dernières années, compense les sanctions économiques prises par l'Union européenne et les États-Unis à l'égard de Moscou ces derniers jours?

C'est difficile à savoir, mais ce qu'on peut dire, dans un premier temps, c'est qu'il y a eu une politique très forte de désendettement de la part de l'État russe ces dernières années, qui fait que la dette publique russe, rapportée au PIB, est assez faible. De ce point de vue-là, il y a une puissance actuelle des finances publiques russes. Le deuxième point, les sanctions prises à l'égard de la Russie sont sans précédent, notamment la coupure d'accès aux financements internationaux avec la fameuse éviction des banques russes de la messagerie Swift. Cela n'a jamais été fait contre un pays aussi riche, aussi développé que la Russie. Cela va énormément gêner l'économie russe.

D'autre part, la Banque centrale de Russie a des réserves en devises étrangères auxquelles elle ne peut pas accéder en raison des mesures qui ont été prises par les États-Unis et l'UE. La situation est très difficile pour le pouvoir russe, notamment concernant sa capacité à défendre sa monnaie. On ne connaît plus cela en France avec l'euro, mais quand vous voulez défendre votre monnaie sur les marchés internationaux, vous devez acheter votre monnaie avec une autre devise. Pour la Russie, si elle veut protéger le rouble, elle a besoin d'acheter des roubles avec des dollars ou avec des euros. Or, elle n'y a plus accès. Ce qui induit une forte baisse du cours de sa monnaie, ayant pour conséquence immédiate, une forte hausse des coûts des produits importés pour la population russe. Or l'économie russe est très dépendante des importations pour plein de produits courants. On a, déjà, un effet négatif de la guerre en Ukraine pour la population russe, dont le niveau de vie a baissé, alors qu'il était déjà très faible.

Pour ma part, je pense que Poutine n'a aucune chance de tenir économiquement parce que le mécontentement de la population russe risque d'augmenter très fortement, d'une part via l'inflation, et d'autre part via toutes les perturbations en cours dans le commerce international, toutes les entreprises qui quittent la Russie ou réduisent leurs investissements sur place. Tout cela va entraîner un chômage de masse. On va avoir des dizaines, des centaines de milliers de gens qui vont perdre leur travail. Poutine va se retrouver devant une crise sociale très forte. En outre, des témoignages semblent indiquer que l'armée russe est en échec sur place pour des raisons de logistique, et d'impréparation. L'armée russe ne peut pas envahir et tenir un pays aussi immense que l'Ukraine, plus grand que la France, et qui compte près de 45 millions d'habitants. Je pense que Poutine va échouer, aussi bien militairement qu'économiquement. Que va-t-il se passer ensuite ? Poutine va-t-il réprimer sa population ? L'histoire montre que des gens arrivent à se maintenir au pouvoir durant des années alors que leur population sombre dans la pauvreté.





Manifestant russe interpellé par les autorités de Vladimir Poutine. Plusieurs manifestations se sont tenues en Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, toutes violemment réprimées

QG : Quels effets vont avoir ces sanctions économiques pour les entreprises françaises commerçant ou possédant des usines en Russie ?

On sait que l'économie russe est très peu importante pour l'économie française. On sait que le gaz russe ne représente qu'environ 3% de la consommation totale d'énergie en France. Il suffirait qu'on baisse la température du chauffage de 1°C pour que la situation soit quasiment réglée. Il n'y a pas de menace majeure pour l'économie française. Il y a peu de très grandes entreprises, excepté Total, qui réalisent une très importante part de leur chiffre d'affaires en Russie. Un groupe de luxe comme LVMH, dont les oligarques russes sont friands, ne fait que 2% de son chiffre d'affaires en Russie. Par contre, on a plein d'exemples de petites entreprises comme par exemple des pompes funèbres, qui se fournissaient de granit en provenance de Russie et d'Ukraine et n'ont plus d'approvisionnement. C'est sûr qu'il y a des pertes à court terme. Ils vont avoir à changer de fournisseur. Évidemment, il faut des aides publiques, qui peuvent être locales pour des petites entreprises dont le marché russe représentait une part importante de leurs ventes.

Mais quand même, il y a un problème qui s'est installé depuis longtemps en France. Il n'y a jamais de solidarité entre entreprises ! Tout le monde se tourne vers l'État en cas de coup dur. Le Medef demandait encore récemment une très forte baisse des impôts de production. Par contre, dès qu'il y a une crise, le Covid ou l'invasion russe en Ukraine, tout le monde se tourne vers l'État.

Les études officielles menées par France Stratégie montrent que la politique menée par Emmanuel Macron ces dernières années, du temps où il était ministre de l'Économie avec cette épouvantable politique du Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), puis une fois président, avec la suppression de l'ISF et son remplacement par l'impôt sur la fortune



immobilière (IFI), et la réduction des impôts de production, a abouti à nous priver de plusieurs dizaines de milliards d'euros de recettes publiques chaque année, sans bénéfice notable pour l'économie en termes d'investissement et de création d'emplois.

A photograph of Emmanuel Macron in profile, wearing a dark suit and a blue shirt, gesturing with his hands as if speaking. The background is dark and out of focus.

« L'ISF est un impôt qui pénalise le financement de notre économie. Nous avons besoin de financer des PME et des start-up. Je veux que celles et ceux qui décident d'investir dans les entreprises ne soient pas taxés de l'ISF. »

Emmanuel Macron
jeudi 20 avril 2017

EM!

Visuel extrait du compte Twitter d'Emmanuel Macron, en pleine campagne présidentielle de 2017

On a une classe dirigeante qui creuse le déficit public sans demander de contrepartie aux entreprises, alors que si on regarde la marge des entreprises, qui est, en gros, l'argent dont elles disposent, mesuré depuis 1948 par l'Insee, ce taux n'a jamais été aussi haut qu'aujourd'hui. La population ne voit plus son pouvoir d'achat augmenter, les entreprises, en moyenne, sont riches, et on ne cesse pendant ce temps d'appauvrir l'État, alors qu'on a une multiplication des défis – sanitaire, climatique, sécurité nationale - auxquels seul l'État peut répondre. Là, il y a un problème d'économie politique qui est central, et je ne comprends pas que ça ne soit pas davantage dit et su.

QG : Dans une série de tweets, dimanche 6 mars 2022, vous soulignez que le coût croissant de l'énergie, combiné à une baisse des rendements agricoles, conduisent à une chute de la productivité, moteur du capitalisme depuis deux siècles. Est-ce qu'un changement de paradigme est à opérer en urgence ?

Je le pense. Mais cela doit passer par l'acquisition de connaissances, d'ailleurs pas très compliquées mais que peu de personnes ont, parce qu'on ne nous les a pas enseignées, ni à vous, ni à moi, ni à l'école, ni au collège, ni au lycée, et encore moins aux gens qui ont fait des études en économie, ceux qui ont fait Sciences Po, l'ENA, Polytechnique ou HEC.

La question des gains de productivité, bien étudiée par un penseur contemporain comme Jean-Marc Jancovici, est peu connue du grand public, alors qu'elle est la raison de l'évolution phénoménale du niveau de vie dans nos pays. C'est grâce aux gains de



productivité qu'on a eu autant de loisirs, d'emplois de bureau peu fatigants, faciles par rapport à du travail dans les usines, les champs, les ateliers, ceux qui étaient si courant il y a quelques décennies. Ces gains de productivité ont bouleversé l'histoire de l'humanité, mais ils reposent sur des énergies qui détruisent la vie sur Terre.

On est désormais face à une contradiction majeure. La première chose est de se renseigner là-dessus pour comprendre ce qui se passe. Le livre de référence sur ce sujet est signé Jean Gadrey, intitulé Adieu à la croissance. Gadrey affirme nécessaire de réduire les gains de productivité parce que la contrainte écologique nous l'impose : les rendements agricoles pour certaines céréales ont commencé à baisser. Avec la raréfaction de l'eau, cela va continuer. Les événements climatiques destructeurs font augmenter les coûts partout. Or, la conséquence principale des gains de productivité était justement de faire fortement baisser ces coûts. C'est quelque chose qu'on a du mal à comprendre, mais même le pétrole à 2 €/ litre coûte moins cher par rapport au salaire moyen horaire que dans les années 1970.

Si l'on prend une perspective historique longue, les gains de productivité ont fait très fortement baisser le coût de tous les appareils par rapport au revenu des gens. C'est ce qui a permis "la société de consommation". Mais ces gains de productivité ont commencé à ralentir, et on sait qu'ils vont s'arrêter assez vite, et même brutalement. La machine sous sa forme actuelle va s'arrêter. Ce qui est terrifiant, parce que personne n'est prêt à cela, à commencer par nos dirigeants, et nos médias généralistes, qui refusent de comprendre ce qui se passe, malgré l'extraordinaire travail des scientifiques du GIEC. On est face à un déni collectif majeur.



"Les rendements agricoles pour certaines céréales ont commencé à baisser. Les événements climatiques destructeurs font augmenter les coûts partout."

Si on veut néanmoins terminer sur une note positive, il faut souligner qu'on pourrait tous bien vivre, et même mieux vivre en consommant beaucoup moins d'énergie. Tout le monde connaît les solutions: réduire fortement la consommation de viande, ne plus prendre l'avion, limiter le tourisme international. C'est-à-dire, vivre là où l'on est, comme vivaient nos grands-parents et arrière grands-parents. Une vie locale, simple, avec plus



de travaux manuels, et des bâtiments mieux isolés, source d'économies d'énergie. Cette apparente contrainte pourrait être le début d'une vie plus agréable, où les gens seraient en meilleure santé.

Pour ma part, j'en veux beaucoup aux partis écologistes. Il faut arrêter de dire que « l'écologie, c'est sympa ». La catastrophe écologique est certaine. Il n'y a aucun doute là-dessus. C'est terrible de se dire qu'on détruit la planète, celle que nous lèguerons à nos enfants, avec nos téléphones portables, nos voitures, par nos actes du quotidien. C'est d'une violence incroyable. Mais tant qu'on ne se le dira pas collectivement, on ne pourra rien faire.

Propos recueillis par Jonathan Baudoin

Gilles Raveaud est économiste, maître de conférences à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Il est notamment l'auteur de: *Economie : on n'a pas tout essayé* (Seuil, 2018) ; *Bernard Maris expliqué à ceux qui ne comprennent rien à l'économie* (Les Echappés, 2017), *La dispute des économistes* (Le Bord de l'eau, 2013)

